

FRANCE : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter la plateforme de suivi des politiques du FMI "Policy Responses to COVID-19".

La France est classée au septième rang des puissances économiques mondiales, juste derrière le Royaume-Uni et l'Inde (WEF, 2022). Après avoir subi l'une des contractions économiques les plus marquées parmi les pays de l'UE en raison de la pandémie de COVID-19, l'économie française s'est fortement redressée. Cependant, au cours du premier trimestre de 2023, la demande intérieure est restée modérée en raison de l'inflation élevée et de conditions financières plus strictes, ce qui a neutralisé les initiatives de soutien du gouvernement et les salaires résilients qui ont maintenu le pouvoir d'achat des ménages. La demande intérieure a connu une reprise, émergeant comme le principal moteur de la croissance, seulement à partir du deuxième trimestre de l'année. Pour l'ensemble de l'année 2023, le FMI a estimé la croissance à 1 % du PIB. On prévoit une augmentation progressive de l'activité économique au cours de la période de prévision, alors que la consommation privée reprend et que l'inflation diminue progressivement (à 1,3 % cette année et 1,8 % en 2025 selon le FMI). En raison d'une demande intérieure robuste, on prévoit une augmentation des importations, ce qui aura un impact négatif sur la croissance du PIB provenant des exportations nettes.

En ce qui concerne les finances publiques, le coût budgétaire net des initiatives visant à atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie a été estimé à 0,8 % du PIB en 2023, contre 0,9 % un an plus tôt. Parallèlement, l'indexation des pensions et des prestations sociales, visant à renforcer le pouvoir d'achat des ménages, a continué à augmenter les dépenses publiques, tandis que la décélération économique était susceptible de freiner les recettes fiscales. Le déficit du gouvernement général était projeté de rester stable à 4,3 % du PIB, avec une légère baisse cette année (4,1 % selon le FMI) en raison du retrait de la plupart des mesures liées à l'énergie. Après avoir diminué à 110 % du PIB en 2023 grâce à une forte croissance nominale du PIB, la dette publique devrait se stabiliser en 2024 et 2025, bien que la Commission européenne envisage une possible augmentation dans un avenir proche due aux déficits primaires en cours, aux frais d'intérêts croissants et à la croissance nominale réduite. Après avoir atteint un pic début 2023, l'inflation s'est atténuée au cours de l'année, avec une moyenne de 5,6 %. Le gouvernement français a décidé de prolonger le plafonnement du prix de l'électricité jusqu'au début de 2025. Pour 2024 et 2025, le FMI prévoit une inflation de 2,5 % et 2 % respectivement. Selon l'OCDE, la France devrait mettre en œuvre une stratégie budgétaire à moyen terme pour accélérer la consolidation budgétaire. Une exécution rapide et complète du Plan national de relance et de résilience serait bénéfique, notamment étant donné qu'il inclut diverses réformes visant à verdir l'économie, faciliter la transformation numérique, alléger les charges administratives, renforcer la coordination des services publics de l'emploi et revitaliser les stratégies sanitaires aux niveaux national et local.

En 2023, le marché du travail a maintenu sa vitalité. Le taux de chômage s'est stabilisé à 7,2 % au deuxième trimestre de 2023, se rapprochant de son niveau le plus bas depuis 2008, tandis que le taux d'emploi a atteint un niveau record de 68,6 %. Cependant, la croissance de l'emploi devrait ralentir en raison de la dissipation progressive du stockage de main-d'œuvre, de la réduction de la création d'emplois à partir de contrats d'apprentissage, du retour des heures travaillées aux niveaux de 2019 et de l'augmentation de la productivité du travail. Selon le FMI, le taux de chômage devrait diminuer à 7,3 % en 2024 et encore à 6,9 % en 2025, après un taux de 7,4 % en 2023. En moyenne, les citoyens français bénéficient d'un PIB par habitant élevé (PPA), estimé à 58 765 dollars US en 2023 par le FMI. Cependant, les inégalités persistent et selon une étude de l'UNICEF, 21 % des enfants français vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	2.780,14	3.049,02	3.183,49	3.316,77	3.438,83
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,5	1,0	1,3	1,8	1,7
PIB par habitant (USD)	42.350	46.315	48.223	50.101	51.800
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-4,2	-4,3	-4,1	-3,6	-3,5
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	111,8	110,0	110,5	110,4	110,4
Taux d'inflation (%)	n/a	5,6	2,5	2,0	2,0
Taux de chômage (% de la population active)	7,3	7,4	7,3	6,9	6,8
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-56,77	-37,51	-41,19	-29,57	-28,16
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,0	-1,2	-1,3	-0,9	-0,8

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

La France est la première puissance agricole de l'Union européenne, représentant près d'un quart de la production agricole totale de l'UE. Néanmoins, le secteur agricole ne représente qu'une très faible partie du PIB du pays (1,9 %) et emploie 3 % de la population (Banque mondiale, dernières données disponibles). Les activités agricoles françaises bénéficient de subventions

significatives, notamment de l'Union européenne. Le blé, le maïs, les viandes et le vin sont les principaux produits agricoles de la France. Le nombre d'exploitations agricoles françaises a été divisé par quatre en cinquante ans : il y en avait plus de 1,5 million en 1970, alors qu'aujourd'hui elles sont moins de 400 000, avec une taille moyenne de 69 hectares. Selon l'INSEE, en 2023, la production agricole a atteint une valeur, hors subventions, de 95,5 milliards d'euros : 56,6 milliards dans la production végétale et 33,2 milliards dans la production animale. Entre 2000 et 2023, il y a eu une augmentation réelle de 50,9 % de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par travailleur, passant de 30,7 milliards d'euros en 2000 à 45,9 milliards en 2023.

L'industrie manufacturière française est très diversifiée ; cependant, le pays est actuellement en train de subir un processus de désindustrialisation, qui a entraîné l'externalisation de nombreuses activités. L'industrie représente 16,9 % du PIB et emploie près d'un cinquième de la population active (Banque mondiale). Alors que les services dominent l'économie française, l'industrie reste cruciale. Des poids lourds traditionnels tels que l'aérospatiale (Airbus), l'automobile (Peugeot, Renault) et les produits de luxe (LVMH) prospèrent aux côtés de l'agroalimentaire (fromages renommés, vins) et des produits chimiques/pharmaceutiques (Sanofi). Des secteurs émergents tels que les industries numériques, les énergies renouvelables et les industries vertes gagnent du terrain avec le soutien du gouvernement. La concurrence, le changement technologique rapide et les réglementations environnementales plus strictes posent des défis, mais le secteur industriel français, riche en innovation et en expertise manufacturière, est bien positionné pour s'adapter et rester une force mondiale. Selon les chiffres préliminaires officiels, la production manufacturière française a augmenté de 0,3 % en glissement annuel en 2024.

Le secteur tertiaire représente 70,7 % du PIB français et emploie 78 % de la population active (Banque mondiale). La France est la première destination touristique au monde : l'excédent de la balance des paiements provenant du tourisme a atteint un record de 16,5 milliards d'euros à la fin de novembre 2023. Les recettes internationales se sont élevées à 58,9 milliards d'euros au cours des onze premiers mois de l'année, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2022 et 2019 (données Atout France). Selon la Fédération bancaire européenne, en 2022, la France comptait 334 banques opérant dans son industrie bancaire. Quatre banques françaises sont reconnues par le Conseil de stabilité financière comme faisant partie des huit banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs) de la zone euro. Les activités financières représentent 3,9 % de la valeur ajoutée totale en France, le secteur bancaire contribuant environ 60 % à ce chiffre.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	2,5	19,5	78,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	1,8	17,4	70,3
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	1,1	-1,1	3,7

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.



Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

= Définition

Note : 65,7/100

Rang mondial : 64

Rang régional : 34



Liberté économique dans le monde (carte interactive)

Source : Indice de liberté économique, Heritage Foundation

CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

= Définition

Note : 7.74/10

Rang mondial : 15/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères : Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

L'office de statistique : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

La banque centrale : La Banque Centrale Européenne
La Banque de France

Les places boursières	Euronext
Les autres ressources utiles	Centre de Documentation en Économie et Finance
Les principaux journaux on-line	Le monde (en français seulement) Le Figaro (en français seulement) Challenges (en français et anglais) Libération (en français seulement) Les Echos (en français seulement) La Tribune (en français seulement)

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	<p>President: Emmanuel Macron (depuis le 14 mai 2017 ; réélu pour un second mandat le 24 avril 2022)</p> <p>Premier ministre: Gabriel Attal (depuis le 9 janvier 2024)</p>
Les prochaines élections	<p>Présidentielle : avril 2027</p> <p>Sénat: septembre 2026</p> <p>Assemblée nationale: juin 2027</p>
Le contexte politique actuel	<p>Comme le prévoyaient les sondages, les élections présidentielles de 2022 ont abouti à un duel entre le président Emmanuel Macron (La République En Marche, parti centriste-libéral) et Marine Le Pen (Rassemblement National, extrême droite), au milieu de tentatives infructueuses d'unifier la gauche. En avril 2022, Macron a été réélu pour un mandat supplémentaire de 5 ans, mais l'abstention a atteint un record de 50 ans, et Le Pen a réussi à rassembler 41,46 % des voix. Alors que la coalition Ensemble! de Macron a perdu sa majorité parlementaire lors des élections législatives de juin, l'élaboration des politiques est devenue plus difficile. En avril 2023, le Conseil constitutionnel français a approuvé les éléments clés de la controversée réforme des retraites du président Emmanuel Macron, qui avait déclenché de nombreuses manifestations et grèves dans les mois précédents. La cour a invalidé six mesures considérées comme non essentielles au cœur de la réforme et a rejeté une demande de la gauche pour un référendum sur une loi alternative sur les retraites visant à maintenir l'âge de départ à la retraite à 62 ans (au lieu de 64). La position de la Première ministre Elisabeth Borne est précaire depuis le rejet d'un projet de loi sur l'immigration proposé par Macron au Parlement. Finalement, le projet de loi a été adopté avec de nombreuses modifications litigieuses introduites par l'opposition de centre-droit, suscitant des protestations de la part du côté de la gauche du Parlement. Dans une tentative de remanier son gouvernement, Macron a décidé de nommer le ministre de l'Éducation de 34 ans, Gabriel Attal, comme nouveau Premier ministre, devenant ainsi le Premier ministre le plus jeune de France et dirigeant une équipe gouvernementale partiellement remaniée composée principalement de personnalités politiques du centre et du centre-droit.</p>
Les principaux partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Parti Socialiste (PS) : parti de centre-gauche, social-démocrate qui prône la justice sociale, l'égalité et la solidarité. ▪ Les Républicains : parti de centre-droit fondé en 2002. C'est le deuxième plus grand parti à l'Assemblée nationale. Le parti est généralement considéré comme gaulliste, soutenant un État français fort et une identité nationale. ▪ En Marche : mouvement politique centriste, libéral, fondé par Emmanuel Macron. ▪ Rassemblement National (RN) : extrême droite ; première représentation parlementaire en 1997 et gagnant du soutien dans un contexte de scepticisme croissant des électeurs envers l'UE. ▪ Le Mouvement Démocrate (MoDem) : centriste. ▪ Europe Écologie - Les Verts (EELV) : met l'accent sur l'écologie et les modes de vie pacifiques et durables. ▪ La France Insoumise (FI) : extrême gauche. ▪ Parti Communiste Français (PCF) : communisme, euro-scepticisme modéré.
La nature de l'Etat	La France est une république, une démocratie parlementaire combinée à un pouvoir présidentiel.
Le pouvoir exécutif	Le Président de la République est le Chef de l'État. Il est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Il nomme le Premier ministre et son gouvernement sur proposition du Premier ministre. Le Premier ministre fixe le montant des dépenses et des recettes de l'État et prépare certains projets de loi.
Le pouvoir législatif	Le Parlement est composé du Sénat et de l'Assemblée nationale. Les 348 sénateurs sont élus au suffrage universel indirect pour neuf ans, renouvelables par un vote à la majorité d'un tiers tous les trois ans. Les 577 députés sont élus au suffrage universel direct. Ils examinent les projets de loi et les propositions de loi successivement, votent les lois et exercent un contrôle sur le Gouvernement. Le Conseil économique, social et environnemental a une fonction consultative (optionnelle ou obligatoire) dans le cadre du processus législatif.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

= *Définition*

Rang mondial : 34/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

= *Définition*

Classement : Libre

Liberté politique : 1/7

Libertés individuelles : 2/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)

Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	The summary of the EU's economic response to the COVID-19 pandemic is available on the website of the European Council. For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 outbreak (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the French government, please consult the section dedicated to France in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024